



Industrie Canada
Industry Canada

BULLETIN TRIMESTRIEL SUR LA

PETITE

Vol. 7, n° 2, août 2005

entreprise

www.strategis.gc.ca/trimestrielPME

GRANDES *tendances*

- Entre le premier trimestre de 2004 et celui de 2005, les petites entreprises (moins de 100 employés) ont perdu environ 43 000 emplois.
- Il y avait 2,4 millions d'établissements commerciaux en décembre 2004, soit une hausse de 3 % par rapport à décembre 2003.
- Au premier trimestre de 2005, il y a eu 2 122 faillites commerciales, soit une diminution de 8 % par rapport à la même période en 2004.
- Les prêts en cours consentis aux entreprises¹ par les banques à charte se sont chiffrés à 98,5 milliards de dollars au premier trimestre de 2005, soit une augmentation de 8,3 % par rapport au trimestre correspondant de 2004. Les prêts commerciaux inférieurs à 500 000 \$ représentaient 19 % de l'ensemble des prêts consentis aux entreprises.
- En 2004, 7 % des petites et moyennes entreprises du Canada appartenaient à des personnes faisant partie d'une minorité visible. Moins du quart des entrepreneurs appartenant à un groupe minoritaire visible ont eu recours à une institution financière pour obtenir un financement et 80 % de ces demandes ont été approuvées.
- Il y avait 2,46 millions de travailleurs indépendants au premier trimestre de 2005. Il s'agit d'une progression de 2,9 % comparativement au trimestre correspondant de 2004.

¹ Ce chiffre n'inclut pas les hypothèques non résidentielles, les prêts agricoles et les engagements des clients au titre d'acceptations.

ENQUÊTE SUR LE COÛT *de la conformité à la réglementation*

Une des préoccupations que les petites entreprises mentionnent fréquemment est le fait que les coûts de la conformité réglementaire l'emportent souvent sur les avantages, ce qui affaiblit la capacité des entreprises à attirer des investissements et des échanges commerciaux sur les marchés mondiaux. Par fardeau de la paperasserie, ou bureaucratie, on fait référence au temps et aux ressources que les entreprises consacrent inutilement pour comprendre les règlements et s'y conformer, pour élaborer des stratégies de conformité et pour répondre aux exigences de déclaration. Les coûts excessifs de la conformité réglementaire sont attribuables à la complexité d'une multitude d'exigences réglementaires imposées par les compétences distinctes aux trois paliers de gouvernement.

Le budget fédéral de 2004 a créé le Comité consultatif sur l'allègement du fardeau de la paperasserie, un groupe de travail composé de 14 membres en provenance des secteurs privé et public, coprésidé par la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante et Industrie Canada. Ce comité s'est vu confier la tâche d'identifier des initiatives concrètes qui permettront d'alléger le fardeau de la paperasserie auquel doivent faire face les petites entreprises et de faire le suivi de la performance du gouvernement dans ses efforts visant à réduire ce fardeau. Lors de sa première réunion en mars 2005, le comité consultatif a approuvé un plan opérationnel qui comprend une nouvelle enquête sur le coût de la conformité à la réglementation.

L'Enquête sur le coût de la conformité à la réglementation est un élément clé de l'Initiative d'allègement du fardeau de la paperasserie (IAFP). L'enquête est conçue pour fournir des données de repère précises sur le coût actuel de la conformité à la réglementation. L'information découlant de l'enquête, qui sera

(suite à la page 2)

SOMMAIRE

Création d'emplois	2
Établissements commerciaux	4
Travail indépendant	5
Coup d'œil sur l'économie	5
Financement	6
Faillites commerciales	7
Faits nouveaux	8





réalisée à l'automne 2005, permettra aux gouvernements de quantifier le fardeau de la conformité et de mesurer son incidence sur les entreprises selon leur taille.

L'enquête de référence de 2005-2006 recueillera de l'information sur le coût que doivent assumer la plupart des entreprises pour se conformer aux principaux règlements fédéraux, provinciaux/territoriaux et municipaux dans les catégories suivantes :

- remises des retenues à la source, relevés d'emploi, sommaires T4 et l'indemnisation des accidents du travail;
- déclaration d'impôt sur le revenu des particuliers (T1); déclaration d'impôt sur le revenu des sociétés (T2); taxes sur les produits et services, taxe de vente harmonisée et taxe de vente provinciale; acomptes provisionnels sur l'impôt des sociétés;
- permis et licences d'exploitation des entreprises;
- déclarations relatives à l'enregistrement d'entreprise;
- enquêtes obligatoires de Statistique Canada sur les entreprises.

(suite de la page 1)

À l'automne 2005, Statistique Canada distribuera le questionnaire par la poste à un vaste échantillon d'entreprises, dont la taille varie de 0 à 499 employés et dont le revenu annuel se chiffre à au moins 30 000 \$, mais ne dépasse pas 50 millions de dollars. Les données seront réparties selon cinq catégories de taille d'entreprise. Même si l'ensemble des secteurs d'activité seront pris en compte, au moins cinq d'entre eux seront suffisamment échantillonnés pour permettre la présentation de résultats propres à l'industrie concernée.

L'*Enquête sur le coût de la conformité à la réglementation* sera menée à nouveau en 2008-2009 afin de fournir une mesure pertinente et statistiquement valable de la mesure dans laquelle le fardeau de la paperasserie pourrait être réduit. Les résultats pourront également servir à élaborer un outil mesurant la ponctualité, l'efficacité et la prévisibilité de la prestation de services réglementaires par le gouvernement.

CRÉATION *d'emplois*

Selon les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* de Statistique Canada, un peu plus de 156 000 emplois nets (emplois rémunérés) ont été créés entre le premier trimestre de 2004 et celui de 2005, soit une augmentation de 1,2 %. Cette augmentation est deux fois plus importante que celle de 0,5 % réalisée entre le premier trimestre de 2003 et celui de 2004 (près de 61 000 emplois créés), qui a constitué la plus faible variation annuelle enregistrée depuis 2001.

Le tableau 1 révèle que les grandes entreprises ont créé l'équivalent de 109,6 % de la croissance nette de l'emploi entre le premier trimestre de 2004 et le trimestre correspondant de 2005. Les petites entreprises (moins de 100 employés), quant à elles, ont perdu des emplois. Parmi elles, la catégorie des 5 à 19 employés a été la seule à avoir contribué positivement à la création nette d'emplois (32,9 %). Depuis le deuxième trimestre de 2004, cette catégorie a toujours été la seule parmi les petites

entreprises à contribuer positivement à la création annuelle d'emplois.

Le tableau 2 présente une ventilation de la variation nette de l'emploi rémunéré moyen selon la province ou le territoire et la taille de l'entreprise. La variation nette correspond à la différence entre le niveau moyen de l'emploi au cours de la période de quatre trimestres se terminant au premier trimestre de 2005 et le niveau moyen au cours des quatre trimestres précédents. Ce calcul est utilisé afin de minimiser l'impact de la saisonnalité dans les données (qui ne sont pas désaisonnalisées). Quelque 142 000 emplois ont été créés au cours de cette période. C'est au Nunavut (4,4 %), en Colombie-Britannique (2,1 %) et en Alberta (2,0 %) que les taux de croissance de l'emploi ont été les plus élevés. Ce sont les entreprises de 5 à 19 employés (4,4 %) et de 500 employés et plus (2,6 %) qui ont affiché les taux de croissance les plus élevés sur cette période.

(suite à la page 3)



Tableau 1 : Variation annuelle nette¹ de l'emploi rémunéré² selon la taille de l'entreprise, Canada, du premier trimestre de 2002 au premier trimestre de 2005

Trimestre	Variation annuelle		% de la contribution à la variation nette totale selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés)								
	En pourcentage	Emplois	0-4	5-19	20-49	50-99	0-99	100-299	300-499	100-499	500+
T1 2002	0,9	110 112	-10,5	32,3	43,0	36,9	101,8	-8,3	-26,6	-34,9	33,1
T2 2002	1,7	220 493	-2,2	5,4	36,8	37,7	77,6	14,1	-16,2	-2,2	24,6
T3 2002	2,9	372 033	-0,5	1,0	24,0	25,4	50,0	16,8	-8,6	8,2	41,9
T4 2002	3,7	468 689	-1,0	2,0	22,3	23,6	46,9	13,1	-1,9	11,1	41,9
T1 2003	3,3	417 394	1,6	-0,2	17,6	19,7	38,7	13,1	2,8	15,9	45,4
T2 2003	2,3	295 106	4,5	0,3	9,6	9,5	23,9	12,4	4,4	16,8	59,3
T3 2003	1,0	132 639	9,1	-5,9	14,5	15,5	33,2	16,4	11,5	28,0	38,8
T4 2003	0,7	88 037	7,4	-15,4	18,6	29,6	40,2	17,3	13,9	31,2	28,6
T1 2004	0,5	60 967	1,4	20,6	16,5	26,6	65,1	0,8	-39,9	-39,1	74,0
T2 2004	0,7	91 118	-20,6	95,2	-29,6	-46,8	-1,8	-32,1	21,4	-10,7	112,5
T3 2004	1,2	158 951	-19,1	59,9	-10,2	-30,3	0,3	-9,6	3,1	-6,5	106,3
T4 2004	1,2	160 950	-12,1	58,6	-13,5	-33,1	-0,2	0,4	-0,7	-0,2	100,4
T1 2005	1,2	156 058	-7,7	32,9	-21,6	-31,1	-27,6	6,6	11,4	18,0	109,6

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures*, juin 2005.

¹ La variation annuelle nette de l'emploi rémunéré correspond à la différence entre le niveau d'emploi à un trimestre donné et le niveau d'emploi du trimestre correspondant de l'année précédente.

² Les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent pas de salaire et les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux et services militaires de défense. Les données ventilant l'emploi selon la taille des entreprises ne comprennent pas les entreprises non classifiées.

Tableau 2 : Variation nette sur 12 mois¹ de l'emploi rémunéré², selon la province ou le territoire et selon la taille de l'entreprise, du deuxième trimestre de 2003 au premier trimestre de 2005

	Variation nette totale		Taux de croissance (%) selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés)								
	En pourcentage	Emplois	0-4	5-19	20-49	50-99	0-99	100-299	300-499	100-499	500+
Terre-Neuve	0,6	1 040	-3,0	6,1	2,4	-5,1	1,4	2,7	26,4	9,3	-2,0
Île-du-Prince-Édouard	0,5	301	-0,2	-2,5	-2,1	-9,4	-3,4	-8,5	10,8	-3,1	6,1
Nouvelle-Écosse	-1,4	-5 303	-3,5	3,4	-5,9	-3,1	-1,7	-2,6	-1,7	-2,3	-0,9
Nouveau-Brunswick	-2,7	-8 037	-2,7	2,3	-4,4	-1,8	-1,2	-6,9	-19,6	-10,6	-1,7
Québec	0,7	20 941	-3,0	3,6	2,2	-3,2	1,5	-2,2	-2,8	-1,1	1,9
Ontario	1,2	61 982	-2,3	4,8	-3,3	-4,0	0,4	-0,6	1,3	0,5	3,2
Manitoba	-0,2	-908	-5,0	6,2	-7,3	-13,7	-2,6	-1,3	10,5	3,2	2,2
Saskatchewan	1,7	6 799	-6,8	7,2	-4,3	-5,1	0,6	-3,1	16,4	1,8	3,8
Alberta	2,0	29 279	0,4	4,1	-3,0	-4,2	0,6	3,4	-0,9	2,6	4,2
Colombie-Britannique	2,1	34 647	-0,7	4,8	-0,4	-3,6	1,5	1,9	10,4	4,6	3,0
Territoire du Yukon ³	1,9	300	-2,7	2,8	6,9	-10,2	3,2	10,9	—	—	—
Territoires du Nord-Ouest ³	1,1	244	-1,8	-2,7	4,9	-19,0	-2,3	-0,4	—	—	—
Nunavut ³	4,4	485	-4,0	-4,8	-8,1	18,8	1,3	-8,9	—	—	—
Total – Canada	1,1	141 769	-2,1	4,4	-1,7	-4,2	0,9	-0,6	1,8	0,1	2,6

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures*, juin 2005.

¹ La variation nette sur 12 mois de l'emploi rémunéré correspond à la différence entre le niveau moyen d'emploi au cours des quatre trimestres se terminant au premier trimestre de 2005 et le niveau moyen au cours des quatre trimestres précédents.

² Les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent pas de salaire et les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux et services militaires de défense. Les données ventilant l'emploi selon la taille des entreprises ne comprennent pas les entreprises non classifiées.

³ Les données se rapportant aux entreprises qui comptent 300 employés ou plus dans les territoires sont supprimées par souci de confidentialité, mais elles sont incluses dans les totaux se rapportant à la taille et au territoire.

ÉTABLISSEMENTS *commerciaux*

Selon le *Registre des entreprises* de Statistique Canada, le nombre d'établissements commerciaux¹ au Canada s'est établi à un peu plus de 2 377 000 en décembre 2004 (voir le tableau 3), soit une augmentation de 3,0 % par rapport au niveau de décembre 2003. Pendant la même période, le nombre d'entreprises indéterminées² (sans employé) a augmenté de près de 75 000, soit 5,3 %. Parallèlement, le nombre d'établissements avec salariés a augmenté d'environ 5 720, une hausse de 0,5 %.

En décembre 2004, les petites entreprises (moins de 100 employés) représentaient près de 98 % des établissements avec salariés. Parmi elles, ce sont les micro-entreprises (moins de 5 employés) qui étaient les plus nombreuses, comptant pour 56,6 % du total des établissements avec salariés. Les entreprises de taille moyenne (100 à 499 employés) comptaient quant à elles pour 2,1 % de ce total alors que les grandes entreprises (500 employés et plus) ne représentaient que 0,3 %.

Ces proportions sont à peu près les mêmes qu'en décembre 2002 et 2003.

En décembre 2004, la majorité des établissements commerciaux étaient situés en Ontario (36,7 %) et au Québec (22,0 %). Les quatre provinces de l'Ouest accueillaient 35,2 % des établissements commerciaux alors que les quatre provinces de l'Atlantique en accueillaient 5,8 %. Cette distribution géographique est demeurée relativement stable depuis décembre 2002.

¹ Pour qu'un établissement commercial soit compté dans le *Registre des entreprises* de Statistique Canada, il faut que l'entreprise à laquelle il appartient réponde à l'un des critères suivants : compter au moins un employé rémunéré (retenues sur la paie remise à l'Agence du revenu du Canada), avoir un chiffre d'affaires annuel d'au moins 30 000 \$ ou être constituée en société et avoir produit au moins une déclaration fédérale de revenus des sociétés au cours des trois dernières années. Plusieurs établissements commerciaux peuvent appartenir à une même entreprise, et chaque entreprise possède au moins un établissement commercial.

² La catégorie « entreprises indéterminées » comprend les entreprises constituées ou non en société qui ne sont pas titulaires d'un compte de retenues sur la paie auprès de l'Agence du revenu du Canada. Leur effectif peut être constitué de travailleurs contractuels, de membres de la famille et/ou des propriétaires.

Tableau 3 : Nombre d'établissements commerciaux, selon le nombre d'employés et la province ou le territoire, décembre 2004

Province ou territoire	Grand total	Entreprises indéterminées ¹	Établissements avec salariés								
			Total	Nombre d'employés							
				1-4	5-9	10-19	20-49	50-99	100-199	200-499	500+
Terre-Neuve-et-Labrador	27 033	9 906	17 127	10 294	3 098	1 795	1 217	387	181	99	56
Île-du-Prince-Édouard	10 528	4 012	6 516	3 602	1 229	847	564	167	63	33	11
Nouvelle-Écosse	54 313	24 112	30 201	16 737	5 388	3 769	2 652	946	445	180	84
Nouveau-Brunswick	45 965	19 594	26 371	15 389	4 558	3 052	2 162	690	313	147	60
Québec	522 605	285 371	237 234	148 028	38 373	23 422	16 777	5 868	2 772	1 370	624
Ontario	872 725	525 460	347 265	183 370	60 502	45 486	34 850	12 637	6 168	3 083	1 169
Manitoba	78 032	42 410	35 622	18 319	6 546	5 005	3 582	1 232	544	281	113
Saskatchewan	97 975	58 776	39 199	22 259	7 267	4 886	3 192	918	399	209	69
Alberta	314 995	174 588	140 407	79 489	24 463	17 254	11 948	4 112	1 949	883	309
Colombie-Britannique	346 316	187 895	158 421	90 606	28 127	19 371	12 962	4 204	1 885	906	360
Territoire du Yukon	2 922	1 342	1 580	813	303	223	165	43	19	12	2
Territoires du Nord-Ouest	2 795	1 060	1 735	680	349	321	248	81	39	15	2
Nunavut	903	265	638	191	142	130	117	38	14	5	1
Total – Canada	2 377 107	1 334 791	1 042 316	589 777	180 345	125 561	90 436	31 323	14 791	7 223	2 860
Proportion des établissements avec salariés			100 %	56,6 %	17,3 %	12,0 %	8,7 %	3,0 %	1,4 %	0,7 %	0,3 %

Source : Statistique Canada, *Registre des entreprises*, décembre 2004.

¹ La catégorie « entreprises indéterminées » comprend les entreprises constituées ou non en société qui ne sont pas titulaires d'un compte de retenues sur la paie auprès de l'Agence du revenu du Canada. Leur effectif peut être constitué de travailleurs contractuels, de membres de la famille et/ou des propriétaires.

TRAVAIL *indépendant*

Dans l'Enquête sur la population active, Statistique Canada distingue cinq catégories de travailleurs indépendants :

- propriétaires actifs d'entreprises constituées en société avec aide rémunérée;
- propriétaires actifs d'entreprises constituées en société sans aide rémunérée;
- propriétaires actifs d'entreprises non constituées en société avec aide rémunérée;
- propriétaires actifs d'entreprises non constituées en société sans aide rémunérée;
- travailleurs familiaux non rémunérés.

À l'aide de tableaux spéciaux de l'enquête de 2004, la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada a établi le profil de la scolarisation des travailleurs indépendants. Le tableau 4 montre la répartition selon le sexe et le niveau de scolarité pour chaque catégorie de travailleurs indépendants et l'ensemble des employés en 2004.

Ces cinq dernières années, la proportion des travailleurs indépendants qui détiennent au moins un diplôme d'études secondaires a nettement augmenté. En 2004, 84 % des travailleurs indépendants détenaient au moins un diplôme d'études secondaires comparativement à 78,9 % en 1999, soit un gain de 5,1 points de pourcentage. La proportion de ceux qui possédaient un certificat, un diplôme d'études postsecondaires ou un diplôme universitaire a augmenté autant, passant de 52,2 % en 1999 à 57,4 % en 2004.

La proportion de travailleurs indépendants ayant au moins un diplôme d'études secondaires était plus faible que celle des employés, qui s'élevait à 86 %. Toutefois, il faut de noter que les détenteurs de diplôme universitaire sont, en proportion, plus nombreux parmi les travailleurs indépendants (24,1 %) que chez les employés (20,7 %).

Si l'on considère les différentes catégories de travailleurs indépendants, il semble que plus leur niveau de scolarité est faible, plus ils sont susceptibles d'appartenir au groupe de propriétaires d'entreprises non constituées en société sans aide rémunérée ou au groupe des travailleurs familiaux non rémunérés. Alors que la proportion de ceux qui détiennent un diplôme universitaire était de 21,5 % chez les propriétaires d'entreprise non constituée en société et sans aide rémunérée (et de 8,1 % chez les travailleurs familiaux non rémunérés), elle était d'au moins 25,4 % dans les autres catégories. De plus, ceux qui n'ont pas terminé leurs études secondaires représentaient 18,3 % des propriétaires d'entreprises non constituées en société et sans aide rémunérée (et 44,3 % des travailleurs familiaux non rémunérés), alors qu'ils comptaient pour tout au plus 14,8 % dans les trois autres catégories.

(suite à la page 6)

COUP D'ŒIL sur l'économie

Données au 30 juin 2005

Produit intérieur brut (PIB) réel du Canada. Le PIB réel a progressé à un taux annualisé de 2,3 % au premier trimestre de 2005, après avoir augmenté de 2,1 % au trimestre précédent. Cette croissance est principalement attribuable aux dépenses intérieures, notamment les dépenses de consommation et les investissements dans la machinerie et l'équipement, qui ont enregistré leur plus forte progression en près de six ans. Les exportations réelles ont repris après deux trimestres de recul, avec une hausse de 5,9 %. Toutefois, la vive accélération de la demande intérieure a suscité une plus forte croissance des importations au premier trimestre, si bien que les exportations nettes ont ralenti la croissance. Par ailleurs, les bénéfices des sociétés (avant impôts) se sont accrus de 15,6 %, et ont atteint un sommet à 14,1 % du PIB. Sur le plan du revenu personnel, une plus forte croissance dans les dépenses de consommation relativement au revenu disponible a entraîné le tout premier taux d'épargne négatif jamais enregistré de 0,6 %.

Dépenses de consommation. Les dépenses de consommation se sont accrues de 6,3 % au premier trimestre, après une hausse de 3,8 % au trimestre précédent. Cette croissance prononcée est attribuable aux achats de biens durables et semi-durables, qui ont affiché une hausse de plus de 10 %.

Investissement dans l'habitation. L'investissement dans l'habitation a diminué de 1,7 % au premier trimestre, une baisse par rapport à la croissance de 5,2 % au trimestre précédent – la première baisse trimestrielle en près de cinq ans. Les mises en chantier ont affiché des niveaux favorables en avril et mai, ce qui laisse entendre une reprise au deuxième trimestre. Dans l'hypothèse d'une croissance nulle en juin, les mises en chantier au deuxième trimestre enregistreraient un taux de croissance annualisé de 18,5 % par rapport au niveau du premier trimestre.

Investissement des entreprises dans les machines et le matériel. L'investissement des entreprises dans les machines et le matériel a grimpé de 16,6 %, une croissance solide pour un troisième trimestre consécutif. Cela augure bien pour la croissance future dans la productivité de la main-d'œuvre, qui a affiché une performance peu reluisante au cours des deux dernières années. La construction non résidentielle a également affiché une progression solide, avec une croissance de 7,5 % par rapport à une croissance de 0,9 % au trimestre précédent.

Bénéfices des sociétés (avant impôts). Les bénéfices des sociétés (avant impôts) ont augmenté de 19,8 % en moyenne au cours des sept derniers trimestres, atteignant ainsi un sommet à la fois dans les niveaux et les taux en pourcentage du PIB. Les bénéfices au premier trimestre de 2005 étaient concentrés dans les entreprises d'exploitation minière et les banques, alors que les fabricants de véhicules automobiles et de pièces automobiles ont enregistré de faibles bénéfices.

Compte courant. Le compte courant s'établissait à 16,0 milliards de dollars (taux annualisé) au premier trimestre de 2005, soit une baisse de 5,1 milliards par rapport au trimestre précédent. Il s'agit toutefois du 23^e trimestre consécutif où le compte courant a affiché un excédent.

PIB réel par industrie (aux prix de base¹). Le PIB réel par industrie (aux prix de base) a augmenté de 0,4 % en avril, après avoir chuté de 0,1 % en mars. Tant les industries de production des biens que les industries de services ont contribué à cette croissance, avec des progressions notables dans les secteurs de l'extraction pétrolière et gazière, des ventes au détail et des services d'éducation, ainsi qu'une reprise dans le secteur de la fabrication.

¹ Le PIB mesuré aux prix du marché est calculé selon le prix d'acquisition, qui inclut les taxes payées. Le PIB aux prix de base représente le PIB calculé selon les prix du marché, moins les taxes payées sur les produits, plus les subventions à la consommation.

(suite à la page 7)

(suite de la page 5)

Tableau 4 : Répartition des travailleurs indépendants, en pourcentage, selon le sexe et le niveau de scolarité, Canada, moyenne annuelle, 2004

Canada, 1996-1997 (millions de dollars, 2001)															
Niveau de scolarité	Ensemble des employés	Travailleurs indépendants	Avec aide rémunérée						Sans aide rémunérée						Travailleurs familiaux non rémunérés
			Entreprise constituée en société			Entreprise non constituée en société			Entreprise constituée en société			Entreprise non constituée en société			
			Tous	Hommes	Femmes	Tous	Hommes	Femmes	Tous	Hommes	Femmes	Tous	Hommes	Femmes	
Tous les niveaux	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
0-8 ans	2,8	4,9	3,9	4,5	2,1	5,0	5,7	3,1	4,1	4,2	3,7	5,4	6,6	3,6	15,2
Études secondaires partielles	11,2	11,1	9,1	9,4	8,1	9,8	10,5	8,3	7,8	8,5	6,2	12,9	14,0	11,5	29,1
Diplôme d'études secondaires	20,6	18,9	20,0	18,3	25,1	17,2	16,4	19,2	19,3	18,8	20,9	18,5	18,6	18,3	18,9
Études postsecondaires partielles	10,4	7,7	7,6	7,4	8,3	6,8	6,6	7,2	7,0	6,8	7,8	8,1	8,3	7,9	8,1
Certificat ou diplôme d'études postsecondaires	34,3	33,3	33,9	33,8	34,2	31,1	30,7	32,1	34,5	35,4	32,2	33,5	31,9	35,9	20,3
Diplôme universitaire	20,7	24,1	25,4	26,6	21,9	30,1	30,1	29,9	27,1	26,4	29,2	21,5	20,6	22,7	8,1

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, tableaux spéciaux.

FINANCEMENT

Entrepreneurs des minorités visibles

La population des minorités visibles¹ du Canada a plus que triplé au cours des deux dernières décennies, pour atteindre près de 4 millions de personnes en 2001 (13 % de la population). Le Conference Board du Canada prévoit que, d'ici 2016, les minorités visibles constitueront 20 % de la population canadienne et 18 % de la population active, ce qui aura une grande incidence sur le secteur des petites entreprises au Canada.

En 2001, 7 % des petites et moyennes entreprises (PME) du Canada appartenaient à des minorités visibles. Elles étaient concentrées surtout en Ontario et en Colombie-Britannique, conformément aux tendances de peuplement des immigrants².

Les entreprises dont les propriétaires font partie de minorités visibles sont de même taille que les entreprises des autres propriétaires. Bien qu'elles aient leurs activités dans tous les secteurs de l'économie canadienne, elles se concentrent surtout dans les secteurs des services et l'économie du savoir.

Leurs besoins en capital ressemblent également à ceux des autres petites entreprises, et elles obtiennent des taux d'approbation et des conditions similaires pour le financement. Moins du quart des entrepreneurs appartenant à un groupe minoritaire visible ont sollicité un financement en 2000, et 80 % des demandes ont été

approuvées. Ces demandes visaient généralement les nouvelles marges de crédit, suivies par les prêts à terme et les hypothèques, principalement auprès des banques à chartre.

La figure 1 présente une répartition des instruments de financement utilisés par les entrepreneurs des minorités visibles. Leur structure en capital indique qu'ils ont un peu plus souvent recours à l'épargne personnelle, au crédit personnel et aux prêts d'amis ou de parents. Cela est conforme aux pratiques de financement des nouvelles entreprises et des entreprises dans le secteur des services.

Ces constatations proviennent de la publication *Profils de financement des petites entreprises : Entrepreneurs de minorités visibles* (mars 2005). Pour de plus amples renseignements sur le Programme de recherche sur le financement des PME et pour consulter la publication intégrale, veuillez visiter notre site Web à www.strategis.gc.ca/prf.

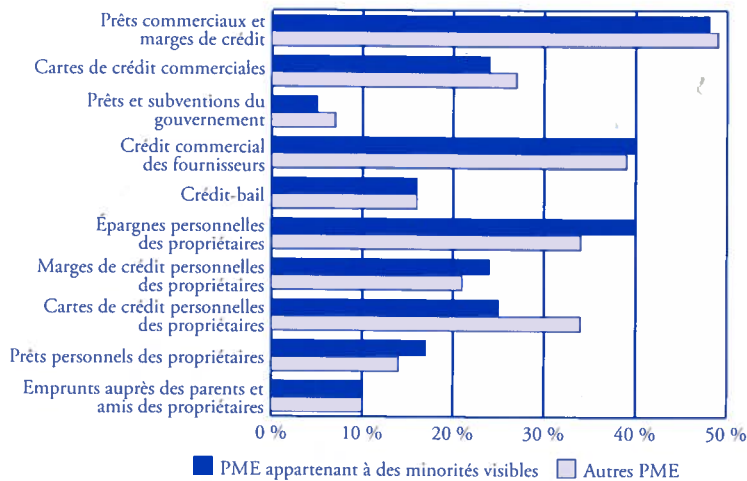
¹ Les minorités visibles sont des personnes, autres que les Autochtones, qui ne sont pas de race blanche, y compris les Canadiens de naissance et les immigrants.

² Les PME appartenant à des minorités visibles sont des entreprises dont au moins 50 p. 100 de la propriété revient à une minorité visible, qui ont moins de 500 employés et qui ont moins de 50 millions de dollars de recettes annuelles.

Données au 30 juin 2005

(suite de la page 5)

Graphique 1 : Dix principales sources de financement utilisées par les PME appartenant à des minorités visibles en 2000*



*Comprend toute source de financement utilisée, peu importe si celle-ci a été autorisée ou obtenue dans une année précédente.

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2000.

FAILLITES commerciales

Au premier trimestre de 2005, pour un dixième trimestre consécutif, le Canada a connu une baisse annuelle des faillites commerciales. En effet, 2 122 faillites y ont été enregistrées, soit une diminution de 8 % par rapport à la même période de 2004 (2 308). Cependant, ce nombre représente une hausse de 8 % par rapport au quatrième trimestre de 2004 (1 966). Quatre secteurs comptaient à eux seuls pour 53 % des faillites commerciales, soit ceux de la construction (373), du commerce de détail (319), du transport et de l'entreposage (218), de l'hébergement et de la restauration (212).

Le passif lié aux faillites a aussi connu un ralentissement avec une baisse de 13 % par rapport au premier trimestre de 2004, passant de 662 millions de dollars à 575 millions au premier trimestre de 2005. Le passif moyen s'est établi à 271 000 dollars par entreprise faillie, soit une baisse annuelle de 6 %. Le secteur de l'extraction minière, de pétrole et de gaz, qui ne constituait que 1 % des faillites commerciales, présentait le passif moyen le plus élevé avec 820 000 dollars par entreprise faillie, suivi du secteur de la gestion de sociétés et d'entreprises avec un passif moyen de 785 000 dollars, pour seulement 12 faillites. Par contre, le passif moyen du secteur de la construction, qui composait la plus grande partie des faillites commerciales (18 %), n'est que de 172 000 dollars, bien en deçà du passif moyen général.

Emploi. Le nombre d'emplois a augmenté de 35 400 en mai, pour un total de 64 700 en avril et en mai, nettement plus que durant les trois mois précédents (25 300). La croissance en mai était concentrée dans le secteur des services, qui a connu une hausse de 45 800 emplois. L'emploi dans le secteur des biens a diminué de 10 400, avec des baisses dans le secteur de la fabrication (18 800) et le secteur de la construction (14 900). Malgré la croissance de l'emploi, le taux de chômage est demeuré à 6,8 % en mai puisque le nombre de personnes qui sont entrées sur le marché du travail s'est accru.

Indice des prix à la consommation (IPC). L'indice des prix à la consommation (changement des prix d'une année à l'autre) était de 1,6 % en mai, une baisse prononcée par rapport à 2,4 % en avril, en raison de la baisse annuelle des prix de l'essence, la première fois depuis mars 2004. Le taux d'inflation de base, qui exclut les huit éléments de l'IPC dont le prix est le plus volatil et les taxes indirectes, se chiffrait également à 1,6 %, une légère baisse par rapport à 1,7 % en avril et sous le point milieu de la fourchette cible officielle de 1 à 3 %.

Perspectives économiques. Les perspectives économiques demeurent favorables car l'activité économique continue d'être appuyée par une vive accélération de la demande intérieure, sous l'effet des faibles taux d'intérêt, de la création d'emploi continue, d'une confiance solide des consommateurs et des entreprises, et des bénéfices sans précédent enregistrés par les sociétés. L'enquête du *Consensus Forecast* menée en mars prévoit que la hausse du PIB réel sera de 2,6 % en 2005 et de 2,9 % en 2006. Dans les enquêtes précédentes du *Consensus Forecast* (en octobre dernier), les perspectives économiques pour 2005 ont été révisées à la baisse de 3,3 %, principalement en raison des effets retardateurs de l'appréciation du dollar.

Banque du Canada. Le 25 mai, la Banque du Canada a maintenu à 2,5 % le taux de financement à un jour, car l'évolution de la situation économique demeure largement conforme aux prévisions de la Banque dans sa publication du *Rapport sur la politique monétaire* en avril. Aux États-Unis, la Réserve fédérale a augmenté le taux des fonds fédéraux de 25 points de base pour le faire passer à 3,25 % le 30 juin. Depuis septembre 2004, la croissance cumulative du taux se chiffre à 2,25 points de pourcentage. Dans sa dernière déclaration, la Réserve fédérale a réitéré son engagement d'augmenter les taux à un rythme mesuré, ce qui se poursuivra probablement jusqu'au 9 août, date de la prochaine réunion du *Federal Open Market Committee*. Comme les taux ont augmenté aux États-Unis tout en demeurant stables au Canada, l'écart entre les taux canadiens et américains, tant à court qu'à long terme, a été négatif en juin.

Dollar canadien. Le huard a clôturé à 0,816 \$US le 30 juin 2005, en hausse de 3,6 % après un récent bas niveau le 16 mai. La reprise du dollar canadien est principalement attribuable aux prix élevés du pétrole, qui ont récemment atteint un niveau record de près de 60 \$US par baril le 20 juin dernier, malgré l'écart négatif et croissant entre les taux d'intérêt à court terme au Canada et aux États-Unis.

La rubrique « Coup d'œil sur l'économie » est préparée par la Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique d'Industrie Canada. Veuillez faire part de vos commentaires à Kevin Koch, par téléphone au (613) 948-4068 ou par courriel à l'adresse koch.kevin@ic.gc.ca

FAITS nouveaux

Principales statistiques relatives aux petites entreprises

Lancée en 2001 en réponse à une demande pour des données de référence sur les petites entreprises, la publication *Principales statistiques relatives aux petites entreprises* offre un aperçu statistique du secteur des petites entreprises au Canada. Une version mise à jour a été diffusée en juillet 2005 avec les données nouvellement disponibles, notamment des données sur la contribution des petites entreprises à forte croissance à la création d'emplois.

Mise à jour deux fois par an, la publication *Principales statistiques relatives aux petites entreprises* se trouve dans la section « Statistiques » du site Web sur la Recherche et la politique de la petite entreprise, à www.strategis.gc.ca/statistiquespe.

Bulletin trimestriel sur la petite entreprise – Direction générale de la politique de la petite entreprise

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada. Cette publication facile à lire donne un aperçu de la performance récente du secteur de la petite entreprise au Canada.

Si vous souhaitez vous y abonner, faites parvenir votre demande à l'adresse prg-sbpb@ic.gc.ca. Si vous avez des questions ou des commentaires concernant le contenu, veuillez en faire part au rédacteur :

Rova Rabemananjara
Courriel : rabemananjara.rova@ic.gc.ca

Direction générale de la politique de la petite entreprise
Industrie Canada
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5
Téléphone : (613) 941-1462
Télécopieur : (613) 946-1035
Site Web : www.strategis.gc.ca/recherchepe

Autorisation de reproduction

À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication dans un but commercial, veuillez faire la demande par courriel (copyright.droitdauteur@communication.gc.ca).

ISSN 1205-9099

54291B



Contient 10 % de
matières recyclées

Réunion ministérielle de l'APEC sur les petites et moyennes entreprises

Le Canada participera à la 12^e Réunion ministérielle de la Coopération économique Asie-Pacifique sur les petites et moyennes entreprises (APEC PME), qui se tiendra à Daegu, en Corée, les 1^{er} et 2 septembre 2005. Membre fondateur de l'APEC, le Canada contribue toujours à un environnement économique et social plus solide dans la région de l'Asie-Pacifique. La réunion a pour thème « La promotion de l'innovation des PME », avec les sous-thèmes suivants : le développement des ressources humaines et des technologies par les liens entre l'industrie et le milieu universitaire; la disponibilité accrue au capital pour les PME innovatrices; le réseautage et le regroupement pour les PME innovatrices. Des réunions connexes se dérouleront en guise de préparation à la réunion ministérielle, notamment un Forum d'affaires qui aura lieu du 28 au 31 août, la 5^e réunion du Sous-groupe des micro-entreprises le 28 août et la 21^e réunion du Groupe de travail sur les PME, les 29 et 30 août.

On trouvera de plus amples renseignements sur la Réunion ministérielle de l'APEC sur les PME et les activités qui s'y rattachent, à l'adresse suivante : www.apec2005.org (en anglais seulement).